

ASSEMBLÉE NATIONALE
12 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° II-3864

présenté par

M. de Lépinau, Mme Laporte, Mme Bouquin, Mme Marais-Beuil, M. Sanvert, M. Le Bourgeois, Mme Robert-Dehault, M. Evrard, M. Tonussi, M. Rambaud, M. Boccaletti, Mme Levavasseur, Mme Lechanteux, M. Meizonnet, M. Gery, M. Salmon, M. Bernhardt, Mme Colombier, Mme Pollet, M. Rivière, M. Guitton, M. Buisson, Mme Diaz, M. Monnier, M. Guinot, M. Golliot, M. Bentz, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Giletti, M. Pfeffer, Mme Loir, M. Chenu, M. Bovet, Mme Parmentier, Mme Dogor-Such, M. Lioret, M. Lottiaux, M. Fouquart, Mme Hamelet, M. Patrice Martin, Mme Martinez, Mme Lorho, Mme Ranc, M. Rancoule, M. Blairy, Mme Griseti, Mme Joubert, Mme Lelouis, M. Muller, M. Boulogne, M. Limongi, M. Guibert, Mme Auzanot, M. Vos, Mme Sabatini, M. Baubry, M. Dufosset, Mme Grangier, M. Schreck, M. Jolly, M. Dessigny, Mme Da Conceicao Carvalho et Mme Lavalette

ARTICLE 42

ÉTAT B

Mission « Économie »

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Développement des entreprises et régulations	3 800 000	0
Plan France Très haut débit	0	0
Statistiques et études économiques	0	3 800 000
Stratégies économiques	0	0
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	0	0
TOTAUX	3 800 000	3 800 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli propose, a minima, de maintenir la subvention pour charges de service public (SCSP) d'Atout France au niveau de celle présentée en loi de finances initiale (LFI) pour 2024, à savoir 28,7 M€.

Pour ce faire, un transfert de 3,8 millions d'euros (en autorisations d'engagement et crédits de paiement) est effectué, de l'action 6 « Action régionale » du programme 220 « Statistiques et études économiques », vers l'action 23 « Industrie et services » du programme 134 « Développement des entreprises et régulations ».